



---

"Pourquoi ne les avez-vous pas protégées?" C'est à travers l'assassinat en plein Paris des trois militantes kurdes, Sakine, Rojbin et Leyla, que toute la politique de la France concernant la question kurde est sévèrement jugée.

---

## 19° mission au Kurdistan de Turquie

24 avril – 1° mai 2013

Entre espoir et crainte

---



Hommage à Rojbin, lâchement assassinée en plein Paris, le 9 janvier 2013, symbole de la lutte des femmes mais aussi symbole de tout un peuple luttant pacifiquement pour que lui soit reconnu le droit de vivre en kurde.

## Sommaire

Carte du trajet de la 19° mission	2
Editorial : Pourquoi ne les avez vous pas protégées?	3
Au Kurdistan de Turquie, la démocratie locale est active mais paie un lourd tribut à l'Etat	4
Le DTK prépare la démocratie de demain	7
L'IHD dénonce les exactions des directeurs de prison et des protecteurs de village	9
Le DOHK : les femmes kurdes à la pointe du combat	10
Double peine pour les kurdes homosexuels	11
L'Atelier Rengin-Runas	11
La répression n'épargne pas les syndicalistes	12
Cilo dernegi, être écologiste sous les bombes	13
Diyarbakir, projet photo "T'as pas vu mon quartier?"	14
Azadiya Welat, le seul quotidien en langue kurde	16
En Turquie on embastille : tous coupables de crimes de lèse-majesté	17
Message historique d'Ocalan à son peuple	18
Le BDP a rencontré 5 fois Öcalan dans sa prison d'Imrali	19
Hommages à Rojbin	20



Photos: ANF, G. Le Ny, F. Legeait, M.B. Duigou, L. Boursier, M. Besnard, A. Métayer,  
Carte ; C. Delacote

Textes et mise en page : André, Marie-Brigitte, Laetitia, Anne Sophie, Canan, François, Gaël, Michel,  
Michel,Thierry,

Remerciements : Eyyup Doru (représentant le BDP en Europe), Ebru Okmen (ville de Diyarbakir), Suleyman  
Ertus (Hakkari), Amara, Maison du Peuple kurde (Rennes), Louise (Betton), Cemile, Fidan et Canan  
(traductrices/interprètes)

## Pourquoi ne les avez-vous pas protégées ?

Trois militantes kurdes ont été assassinées mercredi, 9 janvier, à Paris, au Centre d'Information du Kurdistan, situé près de la gare du Nord. Il s'agit de Sakine Cansiz, l'une des fondateurs du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), Fidan Dogan (Rojbin) et Leyla Soylemez. Les trois femmes ont été exécutées froidement. Selon la police, des armes avec silencieux auraient été utilisées.

### Rojbin assassinée : Il n'y a pas de mots pour exprimer notre chagrin et notre colère



Qui a osé assassiner Rojbin ? Il n'y a pas de mots pour exprimer notre chagrin et notre colère devant ce geste absurde et abominable.

Rojbin (Fidan Dogan), c'était un véritable soleil qui rayonnait au-delà de la communauté kurde. Née il y a 30 ans dans la région kurde alévie de Maras (Turquie), elle est arrivée en France avec sa famille alors qu'elle était encore une petite fille et c'est donc avec cette double culture qu'elle a grandi. Très jeune, elle est devenue une militante passionnée pour la défense des droits du peuple kurde. Figure emblématique de la jeune femme kurde, moderne, luttant contre l'oppression turque mais aussi contre « l'oppression féodale », l'enfermement des femmes dans un état de soumission face à l'autorité machiste et patriarcale, Rojbin était pour cette cause aussi, une avocate souriante mais ferme, et totalement engagée. Sa force de conviction était la

seule arme qu'elle savait manier avec élégance et efficacité. Rojbin était une véritable ambassadrice des Kurdes et un relais utile auprès de tout le mouvement associatif, de la presse, des personnalités politiques et des cabinets ministériels. C'est sans doute l'un des motifs de ce meurtre : il fallait faire taire cette voix qu'on pouvait difficilement taxer de « terroriste ». C'était notre amie à tous. Elle nous manque déjà.

### Les Amitiés kurdes de Bretagne au Kurdistan pour la 19<sup>e</sup> fois



**Rojbin repose en terre natale**

"Pourquoi ne les avez-vous pas protégées ?" C'est en ces termes que la délégation des Amitiés kurdes de Bretagne qui s'est rendue au Kurdistan de Turquie du 23 avril au 1<sup>er</sup> mai a été interpellée à son arrivée. Bien sûr l'invective ne s'adressait pas à la délégation mais c'est dire, qu'à travers l'assassinat en plein Paris des trois militantes kurdes, c'est toute la politique de la France concernant la question kurde qui est sévèrement jugée.

L'objectif affiché de la délégation était d'apporter des messages de solidarité à nos amis kurdes qui luttent pour la défense de leurs droits, culturels et

politiques, afin de relayer leur combat pour une société démocratique et de s'informer sur l'état des négociations que le Gouvernement de Turquie a ouvert avec Abdullah Öcalan, au moment même où le leader incontesté des Kurdes, emprisonné à vie dans l'île-prison d'Imrali, a lancé son "Appel pour la paix". C'était aussi de poursuivre ou finaliser des projets de coopération tant à Hakkari qu'à Diyarbakir. un détour par Cukurça était aussi au programme. Les objectifs de la délégation ont été atteints.

Le combat pour obtenir "Vérité et justice" pour les trois militantes kurdes assassinées continue.

André Métayer  
Président des Amitiés kurdes de Bretagne

## Au Kurdistan de Turquie, la démocratie locale est active mais paie un lourd tribut à l'Etat



La délégation des Amitiés kurdes de Bretagne (AKB) conduite par sa Vice-présidente Marie-Brigitte Duigou, qui s'est rendue en avril 2013 au Kurdistan septentrional (Kurdistan de Turquie), a été marquée par les différentes rencontres, certaines imprévues, d'autres envisagées, d'autres encore soigneusement préparées. Le secret de la réussite d'une telle mission (échanges d'informations, témoignages de solidarité, conception et réalisation de projets de coopération) est de pouvoir compter sur de nombreux amis (de "l'intérieur" et de "l'extérieur") d'avoir un fil conducteur et de saisir les opportunités qui se présentent. Les rencontres avec des maires kurdes comptent évidemment parmi les moments les plus intenses, car les maires, souvent élus avec plus de 80% des voix, sont les représentants d'une démocratie locale et active qui paient un lourd tribut à un État centralisateur dirigé par un premier ministre autocrate et son parti islamo-conservateur AKP. Nombre d'entre eux sont détenus, certains depuis de longs mois, d'autres sont la cible de multiples procès, certains même ont été victimes de mesures administratives et destitués.

La délégation a pu rencontrer cinq d'entre eux, assez représentatifs de la diversité des situations mais tous en butte à des tracasseries administratives et judiciaires visant à décrédibiliser leur action.

- ▶ **Osman Baydemir**, maire métropolitain de Diyarbakir - un million d'habitants, "capitale" politique et culturelle des Kurdes de Turquie - connu et respecté sur le plan international, en butte à de nombreux procès, en liberté conditionnelle et assigné à résidence.
- ▶ **Abdullah Demirbas**, maire de Sür, arrondissement-centre de Diyarbakir, arrêté, détenu durant 5 mois, et libéré pour raisons médicales.
- ▶ **Fadil Bedirhanoğlu**, docteur en théologie, maire de Hakkari, ville préfectorale de la région éponyme, frontalière avec l'Iran et l'Irak.
- ▶ **Hidir Demiroğlu**, maire de Çukurca, petite ville de 6 000 habitants de la région de Hakkari, "occupée" militairement par 15 000 soldats (ils ont été jusqu'à 23 000 en garnison à Çukurca).
- ▶ **Mehmet Kanar**, maire destitué de Çukurca. La sanction injuste qui le frappe n'a rien enlevé à l'estime que lui porte la population et à l'influence qu'il exerce dans la région.

### Hakkari (Colemêg en kurde)

Le maire de Hakkari, Fadil Bedirhanoğlu, élu en 2009 avec 80% des voix, est fier de présenter sa ville "100% kurde", dirigée par un conseil municipal "100% kurde", qui tire son potentiel économique de la situation frontalière avec l'Iran et l'Irak. La situation de guerre à laquelle elle est directement confrontée lui crée des difficultés extrêmement préoccupantes qui s'ajoutent à celles propres aux régions montagneuses : il faut savoir que Hakkari, qui se trouve à 1 800 m d'altitude, est entourée de sommets culminant à plus de 4 000 m. Les événements rendent les investisseurs frileux et Fadil Bedirhanoğlu met directement en cause l'Etat turc : c'est lui le responsable de l'état de guerre sans pour autant accorder aucune aide particulière, bien au contraire. Hakkari était même classée en zone 4 sur une échelle de 5 (la zone 5 étant la zone la plus riche) et même si un récent classement la met en zone 2, la situation ne s'est pas améliorée car le nombre des villes classées en zone 2 a explosé et le montant des dotations d'Etat est resté inchangé, malgré la bonne

santé économique affichée par la Turquie. L'Etat, en refusant les autorisations nécessaires pour développer des activités économiques, comme l'apiculture et l'exploitation des carrières de pierre, a aggravé la situation. Hakkari, dont l'activité principale (l'élevage) est fortement perturbée (95% des pâturages sont en zone interdite) est victime d'un exode dramatique lié à un taux de chômage abyssal : de 80 000 habitants initialement, Hakkari en comptait encore 64 000 en 2009, mais n'en compte plus que 57 000 en 2013. Les jeunes de Hakkari n'ont pas tous émigré pour des raisons économiques. Le maire ne cache pas que nombre d'entre eux ont rejoint la guérilla ("ils sont partis à la montagne"). La municipalité, face à une telle situation, a été contrainte de prendre des mesures drastiques pour réduire sa dette, qui est passée de 63 millions de TL en 2009 à 38 millions de TL en 2013. Pour ce faire, la Ville n'a pu compter que sur la solidarité de ses habitants : augmentation des impôts, ventes ou mises en location de biens immobiliers municipaux, réduction de 50 % du nombre d'employés communaux.

### Fadil Bedirhanoglu : « c'est une guerre des nerfs permanente »



Fadil Bedirhanoglu est confiant pour l'avenir et reste très optimiste quand il parle de la préparation des élections locales de 2014, malgré les pressions dont il est l'objet : "c'est une guerre des nerfs permanente, toutes les activités municipales sont sous la surveillance d'une administration gouvernementale tatillonne dont l'objectif est d'entraver l'action du maire. Je suis l'objet, depuis quatre ans, de nombreuses procédures judiciaires et suis sans cesse appelé au palais de justice. Deux de mes adjoints viennent d'être mis en garde à vue (le 24 avril 2011, ce sont 35 élus de cette ville qui ont été arrêtés et il a fallu une manifestation monstre des habitants pour qu'ils soient libérés). Les pourparlers avec

#### Fadil Bedirhanoglu, maire d'Hakkari, et la délégation AKB

Abdullah Öcalan nous donnent de l'espoir, même si nous savons que toutes les conditions pour une paix juste sont loin d'être remplies : il faut, et c'est de la responsabilité de l'Etat, convaincre les opposants à la paix et ils sont nombreux ! Il faut, et c'est de la responsabilité de l'Etat, donner à la population qui a été contrainte à l'exil une aide au retour qui lui permettra de se réinstaller. Il faut que la communauté internationale fasse pression sur la Turquie. Il faut enfin sortir le PKK de la liste des organisations terroristes. La France ne doit pas signer les accords sécuritaires avec la Turquie, sous peine de se trouver complice d'une politique qui emprisonne des personnes pour des activités accomplies en toute légalité".

### Çukurca (Çelê en kurde) : 6 000 habitants et une garnison de 15 000 militaires !

Çukurca est une petite localité de 6 000 habitants, depuis plus de trente ans et aujourd'hui encore elle abrite une garnison militaire qui a été jusqu'à quatre fois plus nombreuse que la population civile. Les populations, civile et militaire, cohabitent tant bien que mal sans se mélanger, mais sans incidents majeurs, hormis les faits de guerre entre militaires turcs et combattants de la guérilla dont les plus sanglants se sont déroulés en octobre 2011. Comme dans toute les guerres, l'armée a pratiqué la politique de la terre brûlée : villages incendiés, pâturages minés, frontière fermée, activités économiques en sommeil, commerces fermés, visites rares d'étrangers ou de personnalités gouvernementales. Çukurca a grand besoin d'aide pour relancer son économie agricole.



S. Tunc du BDP, H. Demiroglu, maire, et M. Kanar, ancien maire

## Demandes de jumelages

Les jumelages entre villes qui furent un moyen pour aider à la réconciliation entre pays qui s'étaient faits la guerre, - ils ont joué un rôle primordial dans la réconciliation franco-allemande -, sont aujourd'hui une possibilité d'associer les citoyens des villes à des actions de coopération concrètes. Ils favorisent la connaissance de l'autre par les échanges linguistiques, amicaux, culturels, avant d'être complétés par des échanges de savoir, de formation, et des coopérations en tous genres : artistiques, sportives, économiques et sociales. La délégation des Amitiés kurdes de Bretagne est porteuse de demandes en ce sens, tant de Fadil Bedirhanoglu, maire de Hakkari, que de Hidir Demiroglu, maire de Çukurca, qui souhaitent entrer en contact avec une ville française. A l'instar de la ville de Diyarbakir qui, depuis 1977, poursuit avec la ville de Rennes un long compagnonnage qui se traduit aujourd'hui par des actions de coopérations significatives qui ont été évoquées lorsque la délégation a été reçue le 26 avril dernier par Osman Baydemir, maire de Diyarbakir.

## Diyarbakir (Amed en kurde) : 8 000 ans d'histoire

Le discours devient lyrique quand Osman Baydemir parle de sa ville, dont il est le maire métropolitain :



**Osman Baydemir, maire de Diyarbakir, et la délégation AKB**

*"Diyarbakir, 8 000 ans d'histoire, possède un riche potentiel historique, géographique et culturel, c'est une cité multi-identitaire, multi-culturelle et multilingue, son développement économique la classe parmi les capitales du Moyen-Orient. La politique de la Ville est de tout mettre en œuvre pour conserver cet héritage commun et, actuellement, on procède au nettoyage des abords des remparts, on promeut la protection intra-muros. La création d'un musée est à l'étude tandis que la Ville rachète les maisons anciennes. L'année 2013 a été baptisée "Année des remparts". Intramuros, vallée du Tigre et jardins devraient être bientôt classés au patrimoine culturel de l'UNESCO. Une première validation a été donnée par une réunion de spécialistes de 15 pays. Développer l'activité touristique, c'est aussi développer une politique sociale car elle est un potentiel de lutte contre la pauvreté et pour la paix. Mais le dynamisme réside dans la présence des jeunes : 49 % de la population est en dessous de 19 ans, 65 % a moins de 25 ans. La Ville est passée en 10 ans de 225 000 habitants à 1 million du fait de l'exode rural forcé (politique des villages brûlés par les Turcs au prétexte de vaincre la guérilla). Le développement de l'action sociale a été vital pour s'adapter et intégrer ces migrants. Le meilleur exemple est celui de Summer Park, 80 000 m<sup>2</sup> qui centralise lieux d'accueil, d'information et de formation pour les femmes, les jeunes, les handicapés. On y a construit aussi un théâtre, une bibliothèque, une salle de mariage. La production d'eau potable, élément indispensable pour le développement d'une ville, a été aussi une bataille gagnée. Je veux prouver que la décentralisation est une clé pour la réussite."*

Abdullah Demirbas, maire de Sur, arrondissement-centre de Diyarbakir intra muros, précise :



**Abdullah  
Demirbas et M-B  
Duigou**

la guerre a laissé des plaies profondes : aucune identité, ethnique ou religieuse, ne doit être une barrière au service rendu, ce qui, par exemple, se traduit concrètement, dans l'arrondissement de Sur, à proximité d'une mosquée, par la construction d'une maison de culte pour les Alevites et la restauration d'une église arménienne. L'arrondissement de Sur est concerné par les rénovations intra-muros et le maire que je suis veille à ce que cette rénovation ne se transforme pas en une spéculation immobilière. Il faut conserver coûte que coûte la dimension sociale du projet et mener une réflexion sur les aspects humains. Nous voulons imposer une réhabilitation des logements sur les lieux mêmes et permettre aux habitants de se reloger sur place. L'idée est de leur proposer à chacun d'être propriétaire de son nouvel appartement en rachetant son ancienne demeure à sa juste valeur et en favorisant l'acquisition de l'appartement neuf par une politique de prix abordable. Il faut aussi penser aux infrastructures qui facilitent la vie comme les transports et les espaces verts. Encore faut-il convaincre TOKI (l'agence nationale pour le logement social, créée en 1984, destinée à répondre au déficit en logement), ce qui n'est pas chose faite !

### Accueil des kurdes syriens

2 000 familles kurdes de Syrie sont accueillies par les habitants de Diyarbakir qui les aident à se loger, à se nourrir... en toute illégalité. L'État turc veut les obliger à intégrer les camps de réfugiés mais ces familles s'y refusent car, mal acceptées par les populations arabes, elles s'estiment ne pas être en sécurité. Les villes kurdes apportent par ailleurs une aide alimentaire au camp de Nusaybin.

*"Les migrants poseront un problème social dans le temps et il y a urgence à ouvrir un nouveau camp"*  
conclut Osman Baydemir.



*Jeune réfugiée kurde de Syrie*

### Le DTK, Congrès pour une société démocratique, appelé aussi "Assemblée du Kurdistan", prépare la démocratie de demain



*\*Hatip DICLE et Yuksel GENÇ, deux figures emblématiques de la résistance kurde.*

Le DTK a été créé en octobre 2007 par Yuksel GENÇ et Hatip DICLE. Yuksel GENÇ a fait partie du premier groupe de combattants qui, répondant à l'appel lancé par Abdullah Öcalan, s'est présenté le 1<sup>er</sup> Septembre 1999 aux autorités turques en tant que « groupe de paix pour une solution démocratique ». Journaliste à

Özgür Gündem, écrivaine, arrêtée en 2011, elle est toujours détenue à Istanbul à la prison de Bakirkoy. Hadip DICLE est la figure emblématique de la résistance kurde au Kurdistan comme Leyla Zana l'est en Europe : tous les deux ont déjà payé un lourd tribut au combat pour la liberté en restant enfermés plus de dix ans dans les geôles turques, de 1993 à 2004 ; Hadip DICLE a été de nouveau interpellé et est détenu dans une prison de Diyarbakir depuis 2010. Sa réélection de député en 2011 a été invalidée.

Le DTK est une plate- forme qui réunit des intellectuels, des représentants d'organisations de la société civile, des hommes politiques pro-kurdes et des membres du BDP. Il se veut être une organisation "*indépendante des Etats et des gouvernements*". Il combat toutes les discriminations liées à l'origine ethnique, aux langues, aux religions, au sexe, et défend la liberté d'expression.

Le DTK, appelé aussi « Assemblée du Kurdistan », comporte 850 délégués dont 101 siègent au conseil exécutif ; 60% des délégués sont élus et 40% sont désignés parmi les acteurs politiques de la région. Le conseil exécutif se réunit 1 fois par mois. 40% des délégués sont des femmes (quota imposé par la structure). Ahmet Türk et Aysel Tugluk sont co-président et co-présidente du DTK, Seydi Firat préside le Conseil exécutif. Les délégués se répartissent en 8 commissions : politique et social, culture, économie, écologie, droits des femmes, décentralisation, religions et confessions, diplomatie .

**Ahmet Türk et Aysel Tugluk**  
co- présidents du DTK (Congrès Démocratique du Peuple)



### La délégation des Amitiés kurdes de Bretagne a été reçue par Seydi Firat président du Conseil exécutif du DTK



**Seydi Firat, président du conseil exécutif du DTK).**

Parmi les actions, S. Firat évoque *L'organisation d'une conférence sur les Alevis et les Yezidi, la mise en place des droits du travail des ouvriers saisonniers, la défense de la langue kurde, la lutte pour la mise en place d'une loi sur la décentralisation en faveur de l'écologie, le combat pour que toute la lumière soit faite sur les disparitions, l'organisation d'un mouvement de lutte contre la construction de barrages, la campagne sur les droits à la santé*". Le DTK prépare la démocratie de demain malgré les tentatives permanentes de l'Etat pour criminaliser son action (arrestations, emprisonnements, procès).

S. Firat y croit : "*Je fais confiance au peuple !*". Ancien instructeur dans la guérilla, il a vécu l'exil plusieurs fois. Ses exils lui ont ouvert l'esprit au monde entier mais son jugement reste bien sévère sur l'Europe :

*"L'Europe a toujours agi dans l'intérêt de la Turquie [...] Je me souviens d'avoir, en 1999, à Bruxelles, au Conseil de l'Europe, tenté d'expliquer la question kurde ; mais personne ne m'a écouté. Pour autant, je suis persuadé qu'aujourd'hui, l'Europe ne peut plus ignorer les Kurdes, [...] les Kurdes occupent les places stratégiques de la région"*. Interrogé sur les Kurdes de Syrie, Seydi Firat précise :

*" Leur position est juste car ils ne se laissent pas écraser. Ils ne doivent surtout pas se diviser. Ils doivent faire front contre l'islamisme radical. Au nom du DTK, je réclame une reconnaissance de la communauté internationale qui ne vient décidément pas !"*.

## L'IHD dénonce les exactions des directeurs de prison et des protecteurs de village



**Raci Bilici (IHD) reçoit la délégation AKB (29/4/2013)**

C'est en 1986 que l'Association de Défense des Droits de l'Homme (IHD) a été créée à Ankara, à la suite d'une recrudescence de faits de maltraitance sur les prisonniers politiques, rappelle Raci Bilici, Président de la branche de Diyarbakir, au début de l'entretien qu'il a accordé le 29 avril 2013 à la délégation des Amitiés kurdes de Bretagne. Au moment même où se déroulait la rencontre, une vingtaine de détenus politiques kurdes de la prison de Tekirdag, près d'Edirne (à l'ouest d'Istanbul) entamaient leur 37<sup>e</sup> jour de grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention exécrables et contre le

fait de les tenir éloignés de leurs familles :

*"ces grèves de la faim ne sont pas isolées mais aucunement médiatisées en Occident. Elles sont le témoignage d'une dérive de l'État turc et de son ministère de l'intérieur qui laissent les directeurs de prison agir selon leur bon vouloir. La plus radicale des sanctions qu'ils appliquent est le transfert des détenus loin de leurs familles, sans parler des tabassages auxquels sont soumis les détenus lors de ces mêmes transferts. Les gardiens et les directeurs de prisons considèrent les prisonniers politiques comme des ennemis de l'État. Ils les incarcèrent automatiquement en cellule de type F (isolement complet) où leurs droits les plus fondamentaux sont bafoués".*

Raci Bilici rappelle également que les droits des mineurs sont de moins en moins respectés :

ils ne devraient pas aller en prison mais devraient plutôt être accueillis dans des maisons spécialisées. Les mauvais traitements qu'ils subissent poussent certains jusqu'au suicide, à moins qu'ils ne les décident à "partir à la montagne" (rejoindre la guérilla).

Le directeur de la branche de l'IHD de Diyarbakir cite des chiffres pour la seule année 2012 : 6 enfants ont péri dans des affrontements, 7 ont été tués par l'explosion de mines anti-personnelles, 2 sont décédés d'une « mort suspecte, » 20 se sont suicidés, 11 ont été victimes d'assassinats dans leurs familles et 9 sont décédés à la suite de harcèlements et de violences sexuelles, soit un total de 55 victimes.

Un changement radical du système éducatif est nécessaire pour changer les mentalités. Il sera difficile mais il est obligatoire pour permettre à une société d'évoluer démocratiquement en respectant toutes ses diversités. Le Cumhuriyet Halk Partisi (CHP - Parti républicain du Peuple - parti politique turc républicain, social-démocrate et laïc) fondé par Mustafa Kemal n'aide en rien dans un changement de mentalité, il prône toujours une politique nationaliste fermée à tout dialogue avec les différentes composantes de la future société turque. Dans d'autres pays, comme l'Iran ou la Syrie, les Kurdes sont aussi maltraités et, malheureusement, l'IHD n'a que peu de moyens d'action. Elle ne peut que dénoncer les crimes commis en Iran par l'État, qui condamne à la pendaison de nombreux militants kurdes, culturels et politiques et les fait exécuter en place publique. L'IHD dénonce aussi un système en Syrie qui prive le nombreux Kurdes de médicaments et de soins. Il faudrait ouvrir les portes afin d'aider au mieux les populations victimes des conflits.

L'IHD a, lors d'une conférence de presse à Diyarbakir le 13 mai 2013, demandé le désarmement des protecteurs de village et alerté l'opinion publique sur le danger constitué par leur seule présence : ils peuvent, en toute impunité, en effet, se livrer sur la population à des actes répréhensibles pouvant aller jusqu'à des assassinats, des viols, des enlèvements. Raci Bilici évoque par exemple le cas de Mehmet Tayfur qui, persécuté depuis 15 ans par ces "protecteurs", a demandé à l'IHD une aide juridique.

## Les femmes kurdes, à la pointe du combat pour construire une société libre et juste



**Ceylan Baqriyanik, porte parole de DOKH**

La délégation des Amitiés kurdes de Bretagne a rencontré à Diyarbakir des femmes, toutes d'origine et confessions différentes, représentatives de la diversité et de la richesse d'un mouvement qui puise ses racines depuis le commencement de la lutte de libération du peuple kurde. Ce mouvement, le DOKH (en turc, Demokratik Özgür Kadın Hareketi : le mouvement démocratique des femmes libres) a été créé par les femmes engagées dans cette lutte, à commencer par celles qui "étaient dans la montagne" [combattantes du PKK].

En 1993, ces femmes au sein de la guérilla kurde se sont organisées au sein du " Haut Conseil des Femmes" (KJB). Le KJB comprend

des organisations de femmes, celles qui sont "dans la montagne", celles de la société civile dans les quatre parties du Kurdistan et celles qui vivent en exil dans d'autres pays. "Le KJB est un système autonome et confédéral de femmes au sein du KCK (Union des Communautés du Kurdistan) qui se base sur les principes de l'idéologie de la libération de la femme et du confédéralisme démocratique. Pour ces femmes, la modernité et les perspectives démocratiques, elles le doivent à Abdullah Ocalan qui a développé ces concepts ainsi que ceux de l'écologie et de l'égalité des sexes. DOKH se veut la traduction politique de ces aspirations. Ceylan Bagriyanik, l'une de leurs porte-parole, ajoute :

"Notre mouvement pèse beaucoup sur les décisions au sein même du parti BDP. C'est nous qui choisissons nos candidates pour les mairies ou pour être députée. A l'ouest, nous sommes présentes dans 60 villes. Nous sommes impliquées dans les syndicats, dans la vie sociale, les activités autour de l'artisanat, et bien entendu dans la célébration du 8 mars (la Journée internationale des Femmes). Nous organisons des conférences avec les ouvrières en milieu rural afin de connaître leurs problèmes. Nous avons lancé, ces trois dernières années, beaucoup d'actions revendicatives dont une campagne, appelée « génocide féministe », contre les crimes d'honneur, le viol et les violences conjugales".

### Jin, jiyane, azadi (la femme, la vie, la liberté)

En avril dernier, elles étaient sur tous les fronts : défense du quotidien, préparation de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, préparation de la première conférence sur le Moyen-Orient (Diyarbakir 31 mai - 2 juin) autour de 3 thèmes : la femme, la vie, la liberté (Jin, jiyane, azadi) en collaboration avec le DTK et le BDP. Trois militantes ont été assassinées à Paris, des combattantes sont tombées martyres, 50% des militantes sont en prison, mais la lutte continue : les femmes détenues ont montré leur détermination en participant massivement aux grèves de la faim. Pour ces femmes, on ne doit pas parler de processus de paix mais de dialogue : "nous voulons la paix avec une certaine dignité. Ocalan l'a dit : ce n'est pas la paix pour les Kurdes que nous voulons mais la paix pour tous les peuples, pour toutes les minorités victimes de la répression".



**Journée internationale de la Femme. 8 mars 2013 à Paris**

pour tous les peuples, pour toutes les minorités victimes de la répression".

## Double peine pour les Kurdes homosexuels

La délégation des Amitiés kurdes de Bretagne a rencontré l'association Hebûn LGBT (« exister » en kurde). Créée il y a deux ans à Diyarbakir. Hebûn LGBT dispose, depuis février 2013, d'un local loué par la mairie, espace où se côtoient homosexuels, lesbiennes, bisexuels, transsexuels et hétérosexuels. Elle est membre du DTK (Congrès pour une Société démocratique). Les membres d'Hebûn LGBT sont victimes d'une double peine : isolés, ils sont persécutés en tant que Kurdes et en raison de leur orientation sexuelle

"Les autorités turques doivent faire entrer en application des lois protégeant les personnes gays, lesbiennes, bisexuels et transgenres, de la discrimination dont elles sont souvent victimes, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement et du travail" rappelle Amnesty International. Message de trois jeunes militants qui, pour leur sécurité, souhaitent garder l'anonymat : "Nous voulons être reconnus dans notre double identité, celle de notre appartenance au peuple kurde et celle que nous confère notre orientation sexuelle"



*L'association Hebrûn LGBT à la fête du Newroz 2013 à Diyarbakir : Nous aussi, nous sommes présents avec nos couleurs [nos différences, nos orientations]. Et toi ?*

## Quand un teinturier est à l'écoute des femmes en souffrance

Il était un militant de la cause kurde, teinturier de son état, qui mit à disposition sa maison pour créer un atelier de tissage, à Hakkari, la ville où étaient venues se réfugier des femmes chassées de leur village par l'armée turque qui, pour combattre les combattants du PKK, pratiquaient la politique de la terre brûlée. Ces femmes, qui survivaient dans le plus grand dénuement avait un savoir. C'est ainsi que l'atelier Rengin-



Runas est né au début des années 2000. Les tisseuses, de génération en génération transmettent des messages, à travers les motifs, ou reproduisent des signes en rapport à leur origine. On peut consulter le catalogue sur le site AKB :

<http://www.amitieskurdesdebreagne.eu/spip.php?article2>

dont voici quelques exemples. Les tapis de laine tissés verticalement, de grande qualité, appelés kilims, empruntent parfois le nom d'une des tribus kurdes de la région. C'est ainsi qu'on trouve des kilims nommés **Bateyi** [qui

est aussi le nom d'un grand homme de lettres kurde, Husseîn Bateyi (1417-1491)], **Qesûrî** ou **Ziloyi** aux formes géométriques avec des étoiles qui invitent au dialogue. Le **Simkübük** présente la "pantoufle de la mariée" et le **Lûlêper** (nénuphar) "l'harmonie de la nature". Le **Hewceker**, ["on ne peut pas faire mieux"], c'est la perfection en terme de kilim, alors que **Gulsarya**, c'est le "miroir de l'âme", celle de ces tisseuses qui, depuis la création de l'atelier, ont fait face aux affres de la guerre et qui doivent en plus, maintenant, affronter les lois du marché et la récession économique. **Sarya** est le prénom d'une femme, celle du **Gulsarya**. Et si vous trouvez une küpe "boucle d'oreille", sachez qu'il s'agit d'un message d'une jeune fille qui cherche un mari.

## La répression n'épargne pas les syndicalistes Les jeunes Kurdes durement frappés par le chômage

**Population active en Turquie** : 28 millions pour 76,5 millions d'habitants.

**Chômage** : 9,4% en mars 2013. Fin 2011, le taux de chômage était de 11 % et ce même taux était de plus de 25 % pour les jeunes de la tranche 15 et 24 ans. La disparité est encore plus grande pour les régions de l'Est du pays, où le taux de chômage des jeunes est de l'ordre de 35 à 40%. Ces régions, ruinées par des années de guerre, sont principalement kurdes.

Les syndicalistes sont poursuivis, au même titre que les avocats, les journalistes, les militants politiques et associatifs au motif d'appartenance ou de complicité avec des organisations « terroristes ». Les prisons contiennent au moins 72 responsables syndicaux (110 selon d'autres sources). La délégation a rencontré, dans leurs locaux à Diyarbakir, six représentants de l'organisation syndicale KESK parmi lesquels Medeni Alpkaya, président du syndicat des employés de mairie et fonctionnaires d'état (Tum-Bel-Sen), qu'accompagnait un représentant de DISK. La Confédération syndicale des ouvriers révolutionnaires (DISK) revendique 420.000 membres et la Confédération syndicale des salariés du secteur public (KESK) 250.000. Avant le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, DISK syndiquait 80% des salariés mais la répression avec son cortège d'arrestations, d'emprisonnements, de disparitions, de tortures, de condamnations à de lourdes peines, a touché nombre de ses dirigeants et militants. Pour autant, DISK représente aujourd'hui 20% des salariés syndiqués et est implanté dans toutes les entreprises, petites, moyennes et grandes, du secteur privé. KESK, nettement à gauche, est implanté dans la fonction publique nationale et territoriale. Deux autres syndicats lui font concurrence : Memur-Sen (Syndicat des Fonctionnaires) qui est proche du gouvernement et Turkiye Kamu-sen (Syndicat de la Fonction Publique Turque) qui est proche de l'extrême droite. KESK et DISK sont très solidaires dans leurs luttes syndicales.



AKB au siège du KESK

### La législation actuelle sur les syndicats : une atteinte majeure aux droits élémentaires.

*« La législation actuelle sur les syndicats est une atteinte majeure aux droits élémentaires, diront en chœur les représentants syndicaux KESK et DISK. Elle est en contradiction avec les règles de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) à laquelle adhère la Turquie. Elle ne permet ni l'expression libre, ni la défense et encore moins le respect des droits des travailleurs dans et hors de l'entreprise et dans la société en général. »*

Pour eux, la lutte syndicale menée depuis 1980 a contribué à faire mûrir les esprits et on ne peut séparer aujourd'hui lutte syndicale et lutte politique. C'est pourquoi ils veulent inclure dans les négociations avec Ocalan un changement radical de la législation sur les droits syndicaux :

- droit sans restriction de se syndiquer, respect du droit de grève, nouveaux droits pour les travailleurs garantis par des conventions collectives et des accords d'entreprise.
- évolution des types de contrat de travail qui fasse reculer les contrats courts et l'intérim. Ces types de contrats mettent en échec la syndicalisation et portent souvent atteinte aux conditions de travail
- protection contre les licenciements.
- droit d'expression et d'organisation, pour les syndicats, dans la défense des travailleurs en cas de conflit ou de négociations (l'orientation des projets actuels va dans le sens inverse le dispositif prévoyant d'instaurer un seuil de représentativité obligatoire, qui restreindrait le choix des salariés : ainsi 20% seulement auraient la possibilité de choisir un syndicat dans leur branche d'activités).

## Des droits pour les travailleurs kurdes

La Turquie affiche aujourd'hui un taux de croissance exceptionnel en Europe. Mais cette croissance est loin de profiter à tous ! Les syndicats KESK et DISK se battent afin que des négociations s'engagent pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail pour les travailleurs kurdes victimes de discrimination.

*"Nous défendons la reconnaissance politique de l'identité kurde et la garantie du droit d'expression pour toutes les minorités. La langue kurde doit pouvoir, au même titre que la langue turque, être parlée, enseignée et utilisée dans les services publics. Öcalan doit pouvoir participer, libre, à la rédaction d'une nouvelle Constitution.*



DISK: manifestation du 1<sup>er</sup> mai 2013

**Exemple de cet engagement : KESK a signé un accord avec les collectivités locales où le BDP est majoritaire. Les intérimaires bénéficieront désormais de droits supplémentaires. Quelques 300 000 employé(e)s et ouvriers sont concernés.**

## Être écologiste sous les bombes chimiques

La région de Hakkari, frontalière de l'Irak et de l'Iran, est au cœur du Kurdistan, terre riche de ressources naturelles. Elle est aussi, de part son emplacement stratégique, le théâtre d'affrontements entre les guérilleros du PKK et l'armée turque qui n'hésite pas, pour combattre la guérilla dans cette région montagneuse difficile d'accès, à utiliser les armes chimiques, ce qui a bouleversé l'écosystème. Bon nombres d'espèces, même protégées, ont ainsi disparu comme les chèvres sauvages, les loups blancs, une variété de tigre, de poisson et une espèce de vers de terre aux propriétés médicinales. L'impact est tant culturel qu'économique. Outre la destruction des traces des civilisations passées et de ses monuments (comme les églises arméniennes), le développement de l'économie locale se retrouve entravé par la guerre entraînant un important exode rural.



Hakkari au pied du mont Cilo (4100m)

Cilo doga dernegi est une association qui fait de l'écologie son axe de lutte. Elle tire son nom de la chaîne de montagnes Cilo, culminant à 4 100 mètres, impressionnante par ses glaciers aux parois vertigineuses, riches de plantes qu'on peut cueillir dans des prairies splendides à 3 000 m. d'altitude. La délégation des Amitiés kurdes de Bretagne a rencontré ces militants écologistes, témoins oculaires des combats, qui leur ont fait partager leur émotion et leur révolte. Les mines sont nombreuses et un siècle ne suffira pas à tout nettoyer : la semaine précédente, un berger a marché sur l'une d'entre elles et perdu sa jambe.

La disparition de la flore, depuis ces deux dernières années, impacte fortement la production de l'artisanat local. C'est un

handicap certain pour nos amis de l'atelier Rengin de Hakkari qui teignent la laine utilisée pour le tissage des kilims avec des procédés traditionnels, c'est-à-dire avec des colorants à base de feuilles, de racines et de plantes cueillies dans la montagne. Quant à l'apiculture, elle a vu sa production chuter.

## **Diyarbakir : le projet photo "t'as pas vu mon quartier" se poursuit. Les enfants du quartier de Ben U Sen vivent dans leur chair et dans leur tête un conflit violent**

Les deux photographes des Amitiés Kurdes de Bretagne, Gaël Le Ny et François Legeait, sont retournés à Diyarbakir fin avril pour une seconde session d'ateliers avec les enfants de Ben u Sen. Ce sont cette fois une petite vingtaine de jeunes de 11 à 14 ans - en majorité des filles - qui ont photographié ce quartier emblématique, promis à une réhabilitation prochaine, bénéficiant de l'expérience professionnelle et pédagogique de ces deux passionnés de la photo en tant que moyen de communication.



Gaël Le Ny, photographe indépendant, est enseignant dans une école de photographie à Rennes. Il réalise depuis 10 ans des reportages sur le Kurdistan qui l'ont conduit jusqu'au Mont Qandil en Irak, à la rencontre des forces combattantes du PKK ; il est aussi auteur de « Karapinar » (2003) sur la communauté kurde de Rennes.

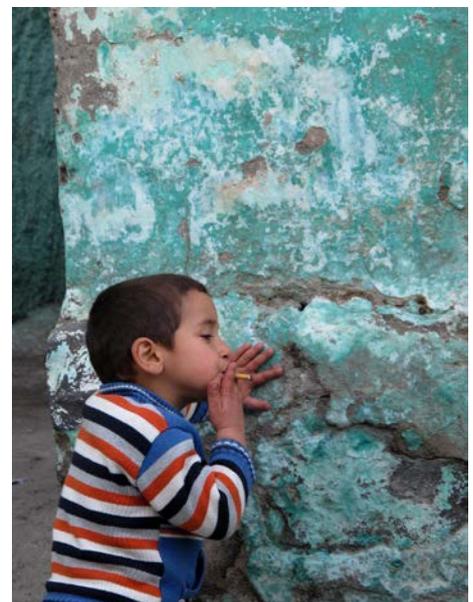
François Legeait, également photographe indépendant, auteur de plusieurs ouvrages aux Editions de Juillet, dont « Askarkids, un atelier photo en Palestine » (2010), et « Amok, un atelier photo au Cambodge » (2011), intervient régulièrement en milieu scolaire

Lors de cette dernière rencontre, les leçons se tenaient à la maison du soutien scolaire de la mairie d'arrondissement de Yénisehir. Celle-ci a en outre organisé, début mai, une exposition des meilleures photos réalisées lors de la précédente session, en octobre 2012. Certaines de ces images ont été vues à Rennes en mars dernier à l'occasion du salon Rue des Livres, à Maurepas.

### **Alors François, comment s'est passée concrètement cette seconde session d'ateliers ?**

*Nous avons été reçus dès notre arrivée à la mairie de Yenisehir, et le lendemain nous rencontrons les enfants dans les locaux du soutien scolaire. Nous avons eu le plaisir de retrouver quelques-uns des "élèves" de la première session, ainsi que certains des encadrants. De toute évidence notre premier atelier avait laissé un bon souvenir à tous, depuis M<sup>me</sup> le maire d'arrondissement jusqu'aux enfants. Rançon du succès, nous avons à peine assez d'appareils pour tout le monde !*

*Cette seconde session a été très (trop) courte, mais en seulement cinq jours les enfants ont à nouveau réalisé une très belle moisson d'images. La sélection finale a d'ailleurs été difficile à effectuer, tant la qualité générale était élevée. C'est en les soumettant au vote des enfants que nous les avons finalement départagées.*



## Les enfants ont-ils "accroché" d'emblée ? Quels ont été leurs centres d'intérêt ?



Entre l'enthousiasme des nouveaux et l'expérience des "anciens", le groupe a été tout de suite opérationnel. Il faut dire que nous ne nous sommes pas appesantis sur la technique photographique, toujours un peu fastidieuse pour les enfants. Nous avons développé les notions de cadrage et de composition pour privilégier l'expressivité des images. L'élément humain est au centre des préoccupations des enfants, et leurs photos sont « habitées » par la communauté. Ils aiment leur quartier, au point d'oublier d'en montrer aussi les aspects les moins reluisants. Aussi avons-nous basé la prise

de vue sur trois axes : le graphisme, et notamment les couleurs, les manifestations de l'identité kurde dans le quartier, et la précarité du bâti et des infrastructures.

## Peut-on faire une comparaison entre les ateliers photos que tu as animés en Palestine, au Cambodge et celui de Diyarbakir ?

Je trouve beaucoup de similitudes entre cet atelier et ceux que j'ai animés en Palestine de 2009 à 2011. Le quartier de Ben U Sen me fait d'ailleurs sans cesse penser au camp de réfugiés d'Askar, à Naplouse. Au-delà du délabrement et de la stigmatisation du territoire, les enfants y ont des comportements et sans doute des expériences comparables. A Ben U Sen comme à Askar, ils vivent dans leur chair et dans leur tête un conflit violent qui les conditionne, et qui donne son sens à notre travail. En les faisant photographier leur quotidien, nous les amenons à s'interroger sur leur vécu et à prendre la parole.

## L'objectif est-t-il atteint ?

L'objectif est en passe d'être atteint : la parole des enfants est entendue et reconnue, leurs photos ont déjà été exposées à Diyarbakir et à Rennes, et ce n'est qu'un début. Leur travail constitue en outre un véritable témoignage de ce qu'est aujourd'hui Ben U Sen, un quartier qui, dans un avenir proche, aura totalement changé de visage. Gaël et moi allons d'ailleurs suivre le projet de réhabilitation, et continuer à photographier le quartier et ses habitants.



Photo de famille avec quelques enfants, les animateurs, Mme la maire adjointe de l'arrondissement de Yenisehir et les deux photographes qui prévoient déjà un nouveau séjour sur place à l'automne, avec deux objectifs ambitieux : la venue à Rennes d'enfants de Ben U Sen, soutenue et encouragée par O. Baydemir, maire de Diyarbakir, et la publication d'un livre retraçant toute cette aventure.

## **Azadiya Welat, ("La libération du pays"), le seul quotidien en langue kurde : 70 journalistes assassinés depuis sa création**

La délégation des Amitiés kurdes de Bretagne a été reçue au siège du journal Azadiya Welat ("La libération du pays") par son directeur, Cetin ALTUN, et l'un de ses collaborateurs. Azadiya Welat est le seul quotidien en langue kurde (kurmanji) publié en Turquie ; il existe aussi un hebdomadaire, publié en zazaki, Welat Verroj. Le journal fut créé sur l'initiative d'intellectuels en 1992 à Istanbul, sous le nom de Welat. Il fut interdit à plusieurs reprises, en 1994 et en 1996. C'était, à ses débuts, c'est un hebdomadaire qui devint quotidien en 2006. Il fut interdit au Kurdistan Jusqu'au changement de la loi en 2003.

### **Répression féroce contre les journalistes**

En raison de leurs articles pro-kurdes, de nombreux journalistes seront enlevés, voire exécutés ; 90% des journalistes ayant collaboré au journal sont actuellement emprisonnés. 70 journalistes et collaborateurs du journal ont été assassinés depuis la première sortie de Welat, en 1992. Le fonctionnement de ce quotidien est perturbé, au niveau régional, par la répression dont les journalistes sont l'objet ; beaucoup d'articles, d'ailleurs, sont écrits par les journalistes emprisonnés. A l'agence de Diyarbakir, 20 journalistes travaillent à la réalisation du quotidien, tiré à 10 000 exemplaires ; une tribune libre incite la population à s'exprimer en langue kurde et une page du journal est dédiée à l'écriture en zazaki, langue parlée notamment dans la région de Dersim. Le financement du journal est assuré par des publicités politiques ou sociales. AZADIYA WELAT est un journal politique qui ambitionne "d'écrire la réalité de ce qui se passe" et se positionne comme un contrepouvoir face à la presse turque. Il travaille avec l'agence kurde DIJLE.



**La délégation au siège du journal ; au mur : les 70 journalistes et collaborateurs assassinés depuis 1992**



**Emine Demir**

Reporters sans frontières avait annoncé en janvier 2011 la condamnation d'Emine Demir, une jeune rédactrice de 24 ans, à une peine de 138 ans de prison pour "propagande en faveur des rebelles kurdes" et "appartenance à une organisation terroriste". Cette ahurissante condamnation prenant sa justification dans l'article 314 du code pénal turc et l'article 7 alinéa 2 de la loi anti-terroriste (LAT) (confortée par le soutien de l'Union européenne et des Etats-Unis qui considèrent, rappelons-le, le PKK comme une organisation terroriste).

### **"Les AKB, association française qui a pour but de faire connaître la cause kurde et de soutenir ses revendications"**

Le lendemain de la visite de la délégation, le journal Azadiya Welat, sous la plume de Navenda Nüçeyan relatait l'évènement en ces termes: "La délégation Amitiés Kurdes de Bretagne est venue nous rendre visite dans nos locaux à Azadiya Welat. Cette association française a pour but de créer des liens d'amitié avec les Kurdes, de populariser l'art et la culture kurdes, de faire connaître la cause kurde et de soutenir ses revendications. Elle travaille activement au Kurdistan et en Turquie et les informations qu'elle recueille feront l'objet d'un rapport. Elle souhaite pouvoir contribuer à l'élaboration de propositions visant à apporter des solutions à la résolution du problème kurde. (...) Deux de ses membres, photographes professionnels, ont bénévolement animé des ateliers avec des enfants du quartier de Ben u Sen de la ville de Diyarbakir (arrondissement de Yenisehir) qui donneront lieu à une exposition à partir du 4 mai. Après une longue conversation chaleureuse et approfondie, la délégation française a visité nos locaux puis nous a quittés pour se rendre à son prochain rendez-vous avec le maire de Diyarbakir, Osman Baydemir. (Diyarbakir, 30 avril 2013)

## **En Turquie, on embastille hommes, femmes, enfants, députés, maires, avocats, journalistes, tous coupables de crimes de lèse-majesté envers un gouvernement autocrate et dominateur**

A chaque rencontre, à chaque entretien, la question des détenus politiques a été abordée, lancinante, incontournable. La libération de tous les détenus, à commencer par le plus illustre d'entre eux, Abdullah Öcalan, est dans toutes les têtes et la paix est à ce prix. La délégation des Amitiés kurdes de Bretagne a rencontré des maires, des journalistes, des associations parmi lesquelles Tuhad-Fed (Tututklu hükümlü aileleri hukuk dayanisma dernekleri fedresyonu = Fédération des associations de solidarité en aide aux familles des détenus condamnés), des avocats, parmi lesquels Me Canan Atabey, connue principalement comme l'avocate des enfants emprisonnés.

### **Me Canan Atabey, l'avocate des enfants emprisonnés**

Me Canan Atabey, connue principalement comme l'avocate des enfants emprisonnés estime que si la loi de 2010 a apporté quelques améliorations, la situation des enfants emprisonnés est encore tout à fait inacceptable : les enfants emprisonnés qui étaient jusqu'à lors considérés comme des détenus de droits commun sont jugés désormais par des tribunaux pour enfants mais avec, cependant, l'application des lois anti-terroristes. Si cette loi a permis la libération anticipée d'enfants lourdement condamnés elle a permis aussi à l'appareil judiciaire de traduire devant les tribunaux pour adultes ceux qui avaient atteints l'âge de 18 ans au jour de leur libération.

Me Canan Atabey note également qu'à leur sortie de prison ; les uns s'engagent dans la guérilla, d'autres se suicident, d'autres encore sont victimes d'assassinats. C'est le cas notamment de jeunes femmes victimes de viols qui sont par la suite victimes de "crimes d'honneurs" perpétrés par leur famille.

### **Tuhad-Fed : aide aux familles des détenus jugés et condamnés**

Tuhad-Fed est victime d'exactions tout comme les autres associations qui viennent en aides aux personnes victimes de la répression. Elles sont toutes accusées d'appartenance à "l'organisation terroriste". Tuhad-Fed, présente dans 82 prisons, comprend 9 associations qui prennent en charge 9000 détenus. Son activité principale est de fournir une aide juridique et financière aux familles.

La situation n'a absolument pas changé, et notamment le transfert presque systématique vers la Mer Noire (Trabzon, Samsun...) ou vers la Mer de Marmara, au delà d'Istanbul, ou encore en Anatolie centrale, et ce dans le but d'isoler les détenus politiques et de les séparer de leur famille.

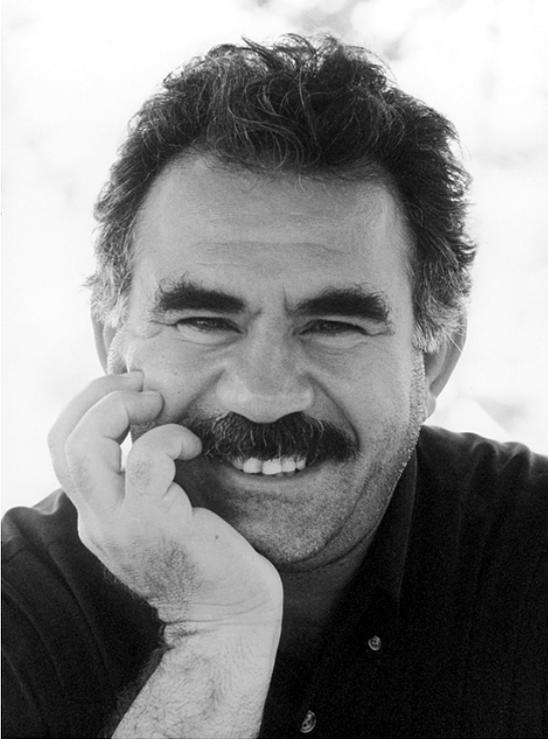
D'après Tuhad-Fed, Il y a dans les prisons turques près de 9000 détenus (presque tous kurdes) pour des motifs politiques parmi lesquels 4500 sont passés en jugement et ont été condamnés dont 2000 étudiants, 500 femmes et 200 enfants. La plupart des condamnés, certains à des peines de plus de 10 ans d'emprisonnement, sont détenus en prison de type F (en cellule d'isolement).

300 détenus dont 150 détenus politiques sont malades, 100 sont dans une situation gravissime, 30 sont en fin de vie. Les conditions d'hygiène sont effrayantes et déclenchent régulièrement des grèves de la faim qui sont la seule arme dont disposent ces détenus.

### **Triste record pour la Turquie.**

***"C'est le pays qui emprisonne le plus de journalistes dans le monde. Plus qu'en Iran, plus qu'en Chine ou en Syrie, selon un rapport du Committee to Protect Journalists (CPJ). 49 journalistes sont ainsi actuellement emprisonnés à cause de leur travail dans le pays, contre 45 en Iran, 32 en Chine et 28 en Erythrée. Le CPJ accuse Recep Tayyip Erdogan, Premier ministre de la Turquie, d'avoir lancé la plus féroce campagne contre la liberté de la presse de l'histoire contemporaine. La plupart des journalistes emprisonnés en Turquie sont kurdes, et sont accusés de terrorisme. Mais selon le rapport du CPJ et plusieurs témoignages, ils sont évidemment arrêtés à cause de ce qu'ils écrivent". (Télérama 3 janvier 2013)***

## Message historique d'Abdullah Öcalan à son peuple : "aujourd'hui commence une ère nouvelle"



*"Nous sommes arrivés à une phase dans laquelle les armes doivent se taire et faire place à la lutte politique. Le temps de la lutte armée est révolu. Il faut créer les conditions pour un nouveau système démocratique qui va concerner non seulement les peuples anatoliens mais également tous ceux de la Mésopotamie dont l'un des plus anciens est le peuple kurde".*

C'est devant une foule énorme (entre 1 million et 1 million et demi selon les sources), rassemblée à Diyarbakir pour célébrer le Newroz, que Pervin Buldan, députée BDP d'Igdir et Sirri Süreya Önder, député BDP d'Istanbul, ont lu, la première en kurde, le second en turc - tout un symbole ! - le message tant attendu du leader incontesté du peuple kurde, embastillé sur l'îlot d'Imrali depuis 14 ans et reconnu de fait aujourd'hui comme incontournable dans les négociations de paix turco-kurdes. Le processus lancé va au delà d'un accord a minima, l'ambition affichée étant d'œuvrer à la création d'une Confédération démocratique du Moyen-Orient où tous les composants de cette région trouveraient leur place avec leurs différences et leur autonomie.

Le projet d'Abdullah Öcalan repose sur trois axes : la démocratisation de la Turquie, l'autonomie démocratique pour les Kurdes et la confédération moyen-orientale. Un mois après l'annonce, la délégation des Amitiés kurdes de Bretagne a pu recueillir, sur place au Kurdistan, les réactions de ses interlocuteurs qui en premier lieu ne comprennent pas la politique menée par la France

### La politique française m'attriste

*"La politique du gouvernement français envers les Kurdes m'attriste" a déclaré **Abdullah Demirbas**, maire de Sür (arrondissement de Diyarbakir). L'assassinat de trois femmes kurdes en plein Paris est une honte. Si la France ne trouve pas les coupables, elle sera tenue pour responsable. Je suis triste aussi de constater que le PKK est toujours sur la liste des organisations terroristes malgré l'appel d'Abdullah Öcalan à une lutte démocratique. Nous voulons que le PKK soit retiré de cette liste et que la France libère les Kurdes qui sont détenus dans les prisons françaises pour raisons politiques"*

*Pour **Fadil Bedirhanoglu**, maire d'Hakkari, si la France signait les accords de sécurité avec la Turquie, "elle serait responsable de l'emprisonnement de gens qui mènent une activité légale".*

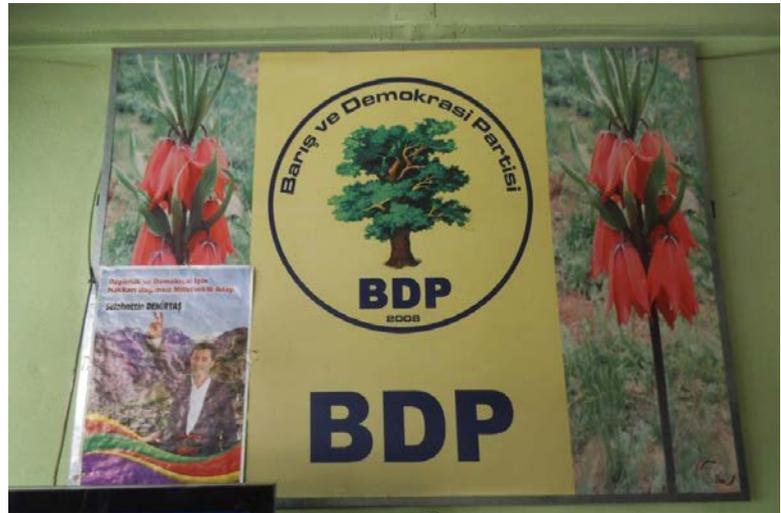
### Les négociations engagées suscitent espoir et crainte

*"Tout le monde veut y croire mais Il faut convaincre les opposants qui sont nombreux en Turquie ; c'est le travail de l'Etat. La communauté internationale doit faire pression sur la Turquie. Le PKK doit sortir de la liste des organisations terroristes". (**Fadil Bedirhanoglu** maire d'Hakkari). A Çukurca, où l'activité économique est en sommeil, les habitants, demandeurs d'une reconstruction économique et agricole, veulent croire aux pourparlers avec Ocalan mais sont peu confiants dans l'Etat turc. A Diyarbakir, **Osman Baydemir**, maire métropolitain, constate que depuis l'ouverture des négociations, quelques détenus politiques ont été libérés mais aucun dans le dossier principal du procès de Diyarbakir "La paix est encore loin !" soupire Osman Baydemir qui dénonce une nouvelle offensive, celle-là administrative, visant à décrédibiliser l'action des maires kurdes. Néanmoins on veut y croire comme **Ceylan Bagriyanik**, l'une des porte-parole du DOKH, qui ne parle de "Sayin Öcalan" qu'avec respect : "c'est Sayin Öcalan qui a voulu la création de ce mouvement : nous voulons la paix avec une certaine dignité. Ocalan l'a dit : ce n'est pas la paix pour les Kurdes que nous voulons mais la paix pour tous les peuples victimes de la répression".*

*Seydi Firat, président du Conseil exécutif du DTK veut aussi y croire : "Nous sommes à fond pour, et qu'enfin une résolution définitive soit trouvée. Elle passe par une réforme constitutionnelle"*

## Le BDP a rencontré cinq fois Öcalan dans sa prison d'Imrali

S. Tunc (Cukurca), R. Kurt et Y.Aksac (Hakkari) représentants du BDP, tous disent à la fois leur espoir et leur crainte après l'appel de leur leader Öcalan. Pour eux, cet appel est "le résultat d'années de lutte". Öcalan a annoncé le retrait des troupes, ils attendent des signes concrets de l'Etat turc comme "la libération de tous les prisonniers militaires et politiques" et des modifications précises de la Constitution qui reconnaissent enfin les droits du peuple kurde (disparition du terme discriminant "ethnique", égalité des droits pour tous les citoyens, langue kurde reconnue). Ils se méfient des faux-semblants : une télévision en kurde... mais ouverte sous l'autorité de l'AKP, des kurdes haut placés au gouvernement... mais qui ne représentent pas le peuple kurde. Le BDP a rencontré 5 fois Öcalan dans sa prison d'Imrali et souhaiterait " y voir des ONG ". A la question sur la place des femmes, ils rappellent qu'Öcalan en a fait une priorité (exemple des femmes combattantes) et que le BDP développe une politique de quotas. "Si, selon certains sondages, 40 à 60 % de la population turque seraient d'accord avec le processus de paix, il reste des régions (Turquie de l'ouest entre autres) plus hostiles. On ne change pas aussi facilement des mentalités façonnées par une éducation nationaliste depuis des décennies. il reste surtout, beaucoup, beaucoup de Kurdes dans les prisons turques, y compris des enfants, non à cause d'actes de terrorisme, mais pour avoir juste dit 'Ez Kurdim' (Je suis kurde)".



### Tous derrière Öcalan

Après des années de souffrances (villages brûlés, exodes vers les villes, procès, emprisonnements, économie ruinée), tout le monde crie "assez ! " Nous avons rencontré des élus et des représentants de la société civile : beaucoup sont passés par la case prison pour avoir revendiqué le droit d'être kurde. Beaucoup de mères des deux côtés ont perdu un fils dans les combats et tous maintenant n'ont qu'un seul vœu : il y a eu trop de morts !, que la paix advienne !. Avec Öcalan, les Kurdes demandent des droits reconnus par une nouvelle constitution".

**Une révision de l'article 6 (suppression du mot "ethnique")**  
**la libération de tous les prisonniers politiques et l'ouverture d'enquêtes sur toutes les disparitions.**  
**L'autorisation d'enseigner dans la langue kurde**  
**Le rétablissement des noms des villes et des villages en langue kurde**  
**Une vraie décentralisation comportant des droits régionaux et locaux, avec des préfets élus**

" Les Kurdes ne sont un danger pour personne, il faut dépasser l'État-nation. L'État doit répondre par une constitution civile laïque et démocratique et promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes. Il doit mettre en place une constitution qui respecte les religions et les différentes langues, permettant aux différentes ethnies de vivre ensemble. L'État doit autoriser l'enseignement en langue maternelle et ce, dès le plus jeune âge, rendre aux villes kurdes leur nom kurde, libérer tous les prisonniers politiques et promulguer une amnistie totale pour tous les combattants. Nous ne dirons pas oui à un système qui n'offrira pas de garanties démocratiques. Si les détenus politiques ne sont pas libérés, il n'y aura pas de démocratie possible" martèle A. Demirbas.

**"Après une mission sur le terrain, on ne peut plus rester neutre" (Marie-Brigitte Duigou, vice présidente d'AKB).**

<p><b>Rojbinim</b></p> <p>Apocular dolaşır dağlar başında Kimi koşar ekmek peşinde Vurulan yirmi yaşında Rojbinim koşar diploması peşinde Azrail dolaşiyor onun peşinde</p> <p>Kimi çalışıyor kendi işinde Apocular özgürlük peşinde Kimi kurşun yemiş yara döşünde Rojbinim koşar diploması peşinde Azrail dolaşiyor onun peşinde</p> <p>Rojbinim ölümsüzdür Apocuların kalbinde Acısı ana baba yüreğinde Apocular güzel yazılar yazar mezar taşına Arkadaşları savaşıyor senin yolunda Paris'te azrail dolaşiyor üç diplomat peşinde.</p>  <p><b>Hasan Doğan (Rojbinin babası)</b></p>	<p><b>Ma Rojbîn</b></p> <p><i>Les Apoïstes arpentent les montagnes tandis que d'autres courent à la recherche de pain. A vingt ans ils sont fauchés. Ma Rojbîn court après la diplomatie. Derrière elle rôde Azraël.</i></p> <p><i>Certains travaillent pour eux-mêmes. Les Apoïstes sont en quête de liberté. Certains ont été frappés à la poitrine. Ma Rojbîn court après la diplomatie. Derrière elle rôde Azraël.</i></p> <p><i>Dans le cœur des Apoïstes ma Rojbîn est immortelle. Sa douleur est dans le cœur de ses parents. Les Apoïstes écrivent de beaux textes sur la pierre tombale. Tes amis continuent le combat. A Paris, Azraël rôde derrière trois diplomates.</i></p> <p>Hasan Dogan, (père de Rojbîn)</p>
---	---

Azraël, l'ange de la mort, rôde-t-il encore ? Qui seront ses prochaines victimes ? Les Apoïstes (référence à Abdullah Öcalan dit "Apo") et tous les amis de Rojbîn, de Sakine, de Leyla continuent le combat. Si les hommages mettent du baume au cœur des proches des trois victimes, ils ne peuvent effacer leur chagrin. Ils ne peuvent non plus effacer notre colère et notre exigence de vérité et de justice.

*"Qui a tué les trois militantes kurdes du PKK, le 9 janvier, à Paris ? L'enquête sur les traces du principal suspect, un exilé au profil déroutant, mène de la Seine-Saint-Denis au cœur de l'Anatolie. Et ravive le spectre d'un crime politique. (Eric Pelletier – L'Express).*

*Fidan Dogan : elle était pour moi, et restera toujours "Rojbin". Elle a été exécutée, avec Sakine et Leyla. C'est l'acte de "l'Etat profond" turc, cancer noir qui se nourrit de la violence de cette guerre obscure. Elle, elle était tout l'inverse de cela. Je la connaissais bien, nous étions amis, je lui dois beaucoup, elle m'a ouvert la route à de nombreux reportages, là-bas, au pays qui n'existe pas... le Kurdistan. Et si, comme dit le proverbe kurde, 'Seules les montagnes sont nos amies', alors, Rojbin, que les montagnes du Zagros te bercent dans leurs bras câlins, pour toujours ". Gaël Le Ny.*

**Le crime a été commis sur notre territoire et met en cause notre responsabilité.  
Nous voulons un geste fort du Président de la République**

